



Le mercato des élections municipales est passé, à nos luttes désormais de provoquer les vrais changements !

Pendant que les populations du Moyen-Orient meurent sous les bombardements orchestrés par les États-Unis et Israël, que plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants ont dû fuir dans le Liban ravagé, hier soir, à l'occasion de la soirée électorale sur les plateaux de télévision, personne ne parlait de cela ! Ni de la flambée des prix du carburant à la pompe, ni d'aucun des problèmes rencontrés par les classes populaires...

C'était uniquement un jeu de pronostics sur les présidentielles de 2027 et les futures combinaisons politiciennes. Le Parti socialiste et LFI se sont disputés pour savoir qui était responsable du recul de la gauche. Mais ce qui est sûr, c'est que cette fausse querelle nous ramène droit au bluff du Nouveau Front populaire, cette arnaque qui a consisté à faire croire que l'union avec le Parti socialiste, père de la loi Travail, était un pas en avant pour les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse.

L'impasse cuisante de ces unions de la gauche sans principe, si ce n'est celui d'avoir le plus de postes et de ne pas démeriter dans la course vers 2027, voit sa meilleure illustration dans les scores inédits du Rassemblement national et le taux d'abstention à plus de 42 % !

Le RN dirige maintenant 57 communes de plus de 3 500 habitants, 48 de plus qu'en 2020. Il progresse également en nombre de sièges avec 3 121 conseillers municipaux, contre 827

précédemment. Au total, le RN a la main sur 63 mairies. Et les autres formations d'extrême droite obtiennent 306 élus. Pas de coup d'éclat de l'extrême droite sur les grandes villes, mais de solides réseaux locaux.



On ne doit plus leur laisser les clés de la boutique !

Si les « élus locaux » étaient proches de notre camp social et que nos problèmes pouvaient se régler à l'échelle d'une ville, ça se saurait ! Non, pas plus là qu'ailleurs ces gens-là ne s'opposent aux intérêts patronaux !

Du PS au RN, ils ont tous voté pour les budgets de guerre, alignés derrière Macron, le soutier des intérêts impérialistes français et en premier lieu de ses marchands d'armes. Les écologistes se sont abstenus, pas contre la hausse du budget de la Défense, mais parce que c'est mieux de passer par l'augmentation des impôts. Si LFI a voté contre, c'est pourtant pour encenser, par la voix de Mélenchon, le marchand de canons et de mort Dassault. « Je suis un fan du Rafale dans l'aviation mondiale » ; « J'admire beaucoup la maison Dassault, le travail qui a été fait pendant toutes ces années » lors de la visite

d'une usine en 2025 !

Qu'elle soit unie ou éclatée, la gauche de gestion du capital n'a fait que mener aux désillusions une large part de la classe ouvrière et de la jeunesse, posé les jalons pour un coup de barre à droite de toute la classe dirigeante et une progression institutionnelle constante de l'extrême droite dont la cerise sur le gâteau fut la minute de silence à l'Assemblée nationale en mémoire d'un jeune nazi.

Reprenons en urgence le chemin de la lutte d'ensemble, décidons de nos vies

Alors que 2026 a commencé avec 55 000 licenciements en quelques mois, soit près de 745 par jour, que le budget 2026 réduit à l'os les services publics et que l'essence à deux euros le litre devient la norme, alors que la guerre au Moyen-Orient annonce une reprise importante de l'inflation et des licenciements, il faut se saisir de tous les leviers possibles pour inverser le rapport de force en notre faveur. Une grève tous ensemble, générale surtout, est notre arme la plus puissante pour mettre un coup d'arrêt au pouvoir des marchands de mort et aux profiteurs. L'Éducation nationale sera en grève partout en France le 31 mars contre les 3200 suppressions de postes pour la rentrée. Partout, cette perspective d'affaiblir les politiques de nos gouvernements, de casse sociale et d'offensive guerrière se pose à nous et doit être encouragée et amplifiée.



Agression d'un collègue : ça n'est pas à nous de subir la politique de la boîte

Les agressions de collègues à l'occasion de déplacements sur le terrain deviennent malheureusement habituelles. Elles sont la manifestation la plus violente d'un mécontentement envers la boîte dans la société, conséquence d'années de dégradation du service et d'augmentation des prix par la politique de la direction de l'entreprise. Une politique qui exaspère les usagers, et que nous subissons également dans nos conditions de travail quotidiennes.

Première sommation

Vendredi 20 mars les agents de conduite de manœuvre (TA) de Toulouse étaient reçus en concertation immédiate par la direction pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et alerter sur les conséquences que ça a sur leur santé. Pour être sûr que le message soit bien clair et passe bien auprès de nos directeurs, 100% d'entre eux étaient en grève ! Le combat est en cours et quelle que soit la suite qu'ils et elles souhaitent donner à leur mouvement, leur démarche et leur détermination doit nous inspirer. Ces derniers mois les TA avaient tous alerté la direction qui se contentait de nier les problèmes et de les renvoyer aux calendes grecques... jusqu'au ras le bol et la décision de s'organiser en collectif de lutte pour aller porter collectivement leurs

revendications. Quand on porte nos luttes ensemble le ton change, ça donnerait quoi dans ton service ?



Castex passe à l'attaque

Première cible du nouveau PDG, l'organisation du temps de travail des cheminots, en commençant par ceux des nouvelles filiales TER. Dans chaque filiale créée, les accords doivent être renégociés et la direction décide alors de s'aligner au plus bas : l'accord de branche signé en 2016. Conséquences : la fin des 35h avec des RTT, des dimanches, des repos doubles en moins et pour les roulants la remise en question du 19/6 et les prises de service délocalisées jusqu'à 50km. Il est évident que, comme prévu, les filiales sont un laboratoire pour le dumping social et cette expérimentation a vocation à être reproduite dans tous les dépôts et toutes les activités. C'est tous ensemble que nous devons la combattre !

La fabrique du volontariat

Un article du Canard enchaîné

raconte comment le « volontariat contraint » est organisé par la direction dans le cadre de l'ouverture à la concurrence sur la ligne L de la région Saint-Lazare, qui basculera fin 2026. En manque de conducteurs volontaires, celle-ci a multiplié les coups de pression pour pousser les agents à accepter le transfert : d'abord en expliquant que ceux qui seraient transférés sans s'être portés volontaires ne pourraient pas choisir leur lieu d'affectation, puis en indiquant aux conducteurs qu'ils devraient rembourser la formation dispensée par la SNCF s'ils ne cédaient pas. Elle a fini par licencier une vingtaine de collègues ayant refusé le transfert. Virer des agents pour forcer les autres à se porter volontaires : des méthodes brutales que la direction aurait préféré mener en toute discrétion médiatique. Raté !

L'inélégance façon SNCF

« Il faut opter pour une mise en beauté subtile plutôt qu'un maquillage de soirée », « votre ventre ne doit pas être apparent », « les fesses ne doivent pas être moulées », « placez la cravate bien droite », « portez une tenue à votre taille » : voilà un petit florilège des commentaires navrants que les cheminotes et cheminots ont eu le bonheur de découvrir dans « Le guide élégance TGV Inouï ». Face aux réactions, la direction a désavoué son guide et l'a fait retirer. Nos corps ne sont pas à disposition de l'entreprise !